

SUBJECT FILE
TECHNICAL ASSISTANCE
70-01 MINING AND NATURAL RESOURCES
ANNEX

25/10/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES
SERIES S-0728
BOX 29
FILE 3
ACC. Dag13/1.6.1.0.0

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO RR/psc.

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 25 octobre 1963.

à : ^{gm} M. A.C. Gilpin, ^{Adjoint} Chef/des Opérations Civiles
de : Roger Richard, Conseiller principal p.i.
Mines et Ressources Naturelles
objet : Renseignements administratifs - juridiques et financiers sur divers pouvoirs concédants ou sociétés minières belges.

Je ne suis pas en mesure d'établir une série de monographies détaillées et complètes des divers pouvoirs concédants ou sociétés minières du Congo, d'après documents originaux (journaux officiels, statuts, bilan, comptes exploitations, compte de profits et pertes, etc.

Je ne serais en mesure de le faire qu'après avoir passé des inspections complètes et détaillées analogues à celle subie par la Miba du 30 au 13 octobre 1963.

En attendant, il m'a paru malgré tout intéressant de compiler en un opuscule tout un ensemble de documents anonymes à consulter sous toutes réserves.

J'insiste sur le fait que je ne suis point l'auteur des notes ci-jointes, découvertes et compilées au hasard de mes recherches.

J'établis cette notice car je pense qu'en attendant l'établissement de toutes les monographies du Congo, ce document peut rendre quelques services aux divers experts du service.-

NOV 13 1963

ACTION

TO:	Gilpin 282
1
2
3
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
INITIALS.....	

CHAPITRE I

LE COMITE SPECIAL DU KATANGA (C.S.K.).

A) ORIGINE.

Vers 1890, l'Etat Indépendant manquait des moyens nécessaires pour occuper effectivement et développer les parties excentriques de son futur territoire. Aussi Léopold II fit appel à l'initiative et aux capitaux privés pour explorer et développer le Katanga. La "Compagnie du Katanga" fut créée à cette fin le 15 avril 1891, suite à une convention du 12 mars 1891.

En contrepartie des obligations, la compagnie recevait :

- a) en pleine propriété, un tiers des terres domaniales dans la région concédée; celle-ci commençant en avant de RIBA-RIBA;
- b) pour 99 ans, soit jusqu'au 12 mars 1990, la concession de l'exploitation du sous-sol;
- c) pendant 20 ans, un droit de préférence pour l'exploitation des mines découvertes par la compagnie.

Parmi les mesures de contrôle de l'Etat figuraient la remise gratuite de 10% des actions et la nomination d'un commissaire-délégué.

Une convention du 9 mai 1896 apportait des changements aux limites, la frontière Nord du domaine concédé devenant le 5e parallèle.

La convention de 1891 prévoyait un mode assez particulier du partage des terres domaniales; le territoire était supposé divisé en carrés de 6 minutes géographiques (soit 11 km) de côté et chaque carré concédé à la compagnie était enclavé entre deux blocs appartenant à l'Etat. On arrivait ainsi à un immense échiquier de 4.600 blocs de 121 km² chacun, dont la réalisation pratique se heurtait à des complications inextricables.

./...

Les intérêts britanniques, représentés par la "Tanganyika Concessions", prenaient pied peu avant 1900, appuyés par une pression politique considérable. Il en déroula la création du "Comité Spécial du Katanga", par convention du 19 juin 1900. Les articles 1, 2 et 5 de ladite convention spécifient les activités et l'organisation du C.S.K. :

"Art. 1.

Il est créé un Comité Spécial pour assurer et diriger en participation l'exploitation de tous les terrains appartenant au domaine de l'Etat et de la Compagnie du Katanga compris entre le 5e degré de longitude Sud, etc... Ce Comité aura les pouvoirs les plus étendus d'administration, de gestion et aliénation sans aucune exception ni réserve. Il statuera à la majorité des membres."

Au début, le C.S.K. disposait même des pouvoirs politiques, lui délégués par décret du 6 décembre 1900, à l'exception de la justice, des postes et des douanes. Les moyens d'action de l'Etat ayant augmenté, les pouvoirs politiques étaient retirés au C.S.K. par décret du 22 mars 1910.

Art. 2.

"Tous avantages et bénéfices à retirer de l'exploitation visée à l'article 1er et tous frais, charges ou pertes etc... serait répartis par le Comité de Direction à raison de 2/3 pour l'Etat du Congo et 1/3 pour la Compagnie du Katanga."

Le capital initial du C.S.K. était de 1.800.000 Fr, valeur 19.000, ce qui représente à peu près 59. millions en valeur actuelle.

B) ACTIVITES.

Le C.S.K. s'est acquitté remarquablement de ses obligations de gestion et de promotion du domaine lui confié. Ses services ont bénéficié d'une continuité dans la conception, ainsi que d'une efficience dans l'exécution qui ont souvent fait défaut à l'administration; cette dernière ne pouvait d'ailleurs disposer des moyens et de la liberté d'action du Comité.

L'activité du C.S.K. peut être divisé en deux grandes catégories :

- le développement de l'infrastructure.
- les investissements à productivité économique directe.

La première activité comporte sur service géographique et géologique, le service du domaine minier, le service du domaine foncier et celui des études et travaux. Elle a abouti à l'existence d'un domaine minier et d'un domaine foncier d'une mise en valeur considérable.

La deuxième activité, menée en commun avec la "Compagnie du Katanga", la "Société Générale" et la "Tanganyika Concessions" a été primordiale dans le développement de la principale région industrielle de l'Afrique Centrale. Elle a abouti à constitution du portefeuille énuméré à la fin de l'annexe n° 1, dont la pièce maîtresse est un lot de 315.675 actions de "l'Union Minière du Haut-Katanga" soit plus du quart de la propriété d'une des grandes sociétés minières du monde.

Le bilan résumé 1959 se trouve dans le tableau de l'annexe VII. Le poste "immobilisé" de l'actif, d'un total de 1.480.959.116 F comporte sous la rubrique "Etudes, prospections et travaux pour la mise en valeur du domaine" le montant de 638.037.936 F.

Le portefeuille y figure pour une valeur de 467.546.573 F; les revenus de ce portefeuille, avec ceux du domaine, ont atteint 541.714.008 F en 1959, ce qui est un résultat très satisfaisant.

Le bénéfice de l'exercice 1959 a atteint 542.046.487 F, après dotation exceptionnelle d'un montant de 100 millions au fonds de pension; ce bénéfice a été réparti entre :

- Gouvernement (2/3) : 301.364.325 F.
- Compagnie du Katanga (1/3) : 150.682.162 F.

Un résultat important de l'activité, et qui ne peut être chiffré est l'existence d'un personnel expérience et de services d'administration bien organisés.

C) Reprise des pouvoirs concédants - principes.

Le "Groupe de Travail n° II" et les représentants de la "Compagnie du Katanga" ont réalisé un accord sur les principes suivants :

- 1) Le "Comité Spécial du Katanga" est mis en liquidation.
- 2) Le droit aux redevances minières payées par les mines en exploitation sera transformé en actions des sociétés existantes.
- 3) Le droit de concéder des mines et de pouvoir les redevances sur les concessions futures revient intégralement au Congo.
- 4) La partie du domaine foncier non mise en valeur revient intégralement au Congo.
- 5) La partie du domaine foncier mise en valeur (immeubles, terrains lotis, etc...) sera partagée selon les proportions $\frac{2}{3}$ - $\frac{1}{3}$.
- 6) Le portefeuille et la trésorerie seront partagés selon la même proportion.
- 7) Le Congo retire sa participation dans la Compagnie du Katanga (12%) et reçoit 12% des avoirs et des dettes de celle-ci.
- 8) La "Compagnie du Katanga" reçoit une indemnité forfaitaire de 100 millions, pour sa part des droits accessoires (forêts, carrières, chutes d'eau) etc... Ces dépenses de prospection d'uranium - Les "C.K." demandait le paiement de cette indemnité en action de l'union Minière: Le "Groupe de Travail" a préféré garder le portefeuille intact et l'acquitter en argent. Le calcul de l'indemnité est reproduit à la fin de l'annexe II.
- 9) La Compagnie du Katanga s'engage à constituer une banque de développement à capital privé, au montant de 1 milliard à libérer en 10 ans. Elle usera de son influence pour que la "Tanganyika Concessions y participe."
- 10) La part revenant au Congo dans le partage du portefeuille et de la trésorerie serait attribuée 50% à l'Etat et 50% à la Province du Katanga, cette dernière rétrocédant une partie à déterminer à la Province du Kasai. La province du Katanga interviendrait à concurrence de 3.750 millions dans la formation du capital d'un "Institut National de développement".

D) La convention du 24 juin 1960 et le décret du 27 juin 1960.

La convention du 24 juin 1960, approuvée par décret du 27 juin, exprime ces principes en termes juridiques.

Le décret approuve la convention et met la C.S.K. en liquidation; il continue la gestion d'ordre et pour compte d'organismes à désigner par le Congo.

La convention se résume comme suit :

Art 1 : le Congo belge et la Compagnie du Katanga mettent fin aux conventions des 12 mars 1891 et 19 juin 1900 et se partagent les biens indivis.

Art 2 : sont répartis à raison de 2/3 pour le Congo et 1/3 pour la Compagnie du Katanga :

- le portefeuille selon inventaire
- la trésorerie
- les certificats donnant droit aux redevances minières sur les concessions déjà accordées
- les immeubles, matériel et mobilier, selon valeur d'estimation.
- les créances au 29 juin 1960.
- les terrains mis en valeur et lotissements.
- les dettes existant au 29 juin 1960.

Le domaine foncier sera mis en valeur, et les droits accessoires (forêts, carrières et chutes d'eau) fait retour au Congo belge moyennant une indemnité transactionnelle et forfaitaire de 100 millions de francs belges à payer par prélèvement sur la part du Congo dans la trésorerie.

Le droit de concéder les mines et pouvoirs les redevances sur concessions futures revient au Congo; les intéressés useront de leur influence pour convertir les droits de redevances en titres des sociétés concessionnaires.

Le Congo belge reprend les obligations du C.S.K. vis-à-vis du personnel.

./...

Art 3 : la mise en oeuvre des dispositions sera confiée à un collège d'experts à désigner (2 par le Congo, 2 par la Compagnie du Katanga) dans les 60 jours de la signature. Si une des parties ne les a pas désignés, il sera fait appel à la procédure d'arbitrage du "traité d'amitié" ou à défaut à une désignation par le Secrétaire Général de l' O.N.U. Le collège d'experts établira les répartitions endéans les 6 mois; à défaut de majorité, il sera fait appel à un arbitre selon le "traité d'amitié" ou de l'O.N.U.

Art 4 : Le Congo belge remet à la Compagnie du Katanga les 12% d'actions C.K. qu'il détient; sont attribués au Congo 12%:

- des avoirs de la Compagnie au 30 juin 1960.
- titres du portefeuille, avec clause spéciale relative à " C O B E A L " S O C O K E A " B R E D E R O D E ".
- trésorerie.
- créances au 30 juin 1960.
- actifs et passifs de la part "G.K." du "C.S.K." d'après les valeurs d'estimation.
- dettes au 30 juin 1960.
- de la valeur d'estimation de 6 habitations à Elisabethville.

Le droit de choix de terrains d'une convention du 17 avril 1957 est réduit de 12%.

Art. 5 : caractère sans objet d'un article des statuts de la "Compagnie du Katanga" relatif au droit de note.

Art. 6 : la Compagnie du Katanga aidera à la constitution d'une banque de développement au capital de 1 milliard de francs.

Art. 7 : l'exécution de cette convention ne peut entraîner aucun impôt, choix ou taxe.

Art. 8 : les contestations seront tranchées par un collège arbitral de 3 personnes, siégeant à Genève-Thaum des intéressés nomme un arbitra, le troisième étant nommé par la même procédure que les experts pris à l'art.3 (selon traité d'amitié ou par l'O.N.U.).

Art. 9 : en cas de non-approbation par le Gouvernement congolais, les conventions existantes restent en vigueur.

Les articles d'exécution de cette convention et du décret sont conformes aux résolutions du "Groupe de Travail". Les clauses relatives à la nomination des experts et du collège arbitral sont équitables et des clauses analogues se trouvent dans toutes les conventions passées entre gouvernements souverains.

Il existe aux modifications à apporter :

- l'article 2 cite l'indemnité forfaitaire de 100 millions comme étant payable en francs belges. Comme cette indemnité compense des recettes à percevoir en francs congolais, et des dépenses de prospection encourues en majorité également en francs congolais, il y aurait lieu de remplacer cette mention de "francs belges" par "francs congolais".
- les délais de 60 jours et 6 mois prévus à l'article 3 devraient commencer à courir à partir de la date de l'approbation de cette convention par le gouvernement congolais.

LES POUVOIRS CONCEDANTS.

La conférence :

Constata que la loi fondamentale relative aux structures de l'Etat du Congo n'aura pas pour effet d'abroger les pouvoirs ni de retirer les mandats confiés au C.N.Ki, au C.F.L. et au C.S.K.

souhaite vivement néanmoins que le Congo exerce, dès le premier jour de son indépendance, la plénitude de ses pouvoirs concédants et de ses droits de gestion du domaine public et dispose librement de son patrimoine.

considère qu'il y a donc lieu de revoir d'urgence les conventions conclues avec les organismes précités et approuvées par décrets et de procéder à cette révision dans des conditions qui, tout en respectant pleinement les droits du Congo, ne portent pas préjudice aux intérêts légitimes des groupes privés associés aux pouvoirs concédants, et aux bonnes relations entre la Belgique et le Congo.

constate que ce résultat peut être atteint si, avant le 30 juin, simultanément et de commun accord entre les gouvernements belge et congolais :

- 1) un ou plusieurs décrets, pris sur proposition du Ministre compétent, retirent leurs pouvoirs concédants aux organismes précités, portent révision du statut de ceux-ci et, tout en assurant la permanence des services existants, répartissent, conformément à la résolution 9 alinéa 9 b. de la Table Ronde politique, les actifs disponibles et droits mobiliers existant tout spécialement dans le cas du C.S.K. en tenant compte des droits respectifs d'une part des autorités congolaises, l'Etat et les Provinces, d'autre part des intérêts privés ;
- 2) un règlement équitable intervient avec les groupes intéressés au sujet de l'indemnisation, dans la mesure où elle s'impose, en tenant compte des droits acquis et des dépenses effectives de mise en valeur, excluant ainsi toute indemnité pour les biens qui ne sont pas mis en valeur.

En outre, la Conférence recommande la constitution d'un groupe de travail qui sera chargé de poursuivre l'étude approfondie des problèmes que la Conférence a, dans ses résolutions, renvoyés à la compétence de ce groupe.

Celui-ci travaillera en liaison étroite avec le Ministre chargé des Affaires Economiques et Financières du Congo belge et du Ruanda-Urundi ainsi que le Collège Exécutif général et la Commission politique et rendra compte de ses conclusions au Gouvernement congolais.

Il se réunira selon les nécessités à Bruxelles ou à Léopoldville.

Il comprendra 15 congolais qui ont été désignés par la Conférence et dont les noms sont indiqués ci-après :

MM. Bahizi (A.R.P.); Kalume (P.N.P.) Kikumbi (Balubakat); Kongolo (P.N.P.); Koy (Chef coutumier); Lumbala (P.N.P.); Mobutu (M.N.C.L.); Lukusa, Tona (Union des Travailleurs Congolais) et MM. Lihau, Loliki, Mahamba, Mandi, Mbeka et Ndele, délégués du Collège exécutif général.

- - - - -

CHAPITRE II

U. M. H. K.

(UNION MINIERE DU HAUT KATANGA)

Décret du 28 décembre 1906 - B.O. p. 433 et suit ...

Société à responsabilité limitée.

O B J E T :

La Société a pour objet :

- 1^{re}/- La mise en valeur et l'exploitation des mines de toute nature et spécialement des gisements du Katanga décrits aux cahier des charges annexé aux présents statuts ;
- 2^{de}/- La création d'établissements de commerce et d'industrie et toutes les opérations nécessaires ou utiles au but social ;
- 3^{de}/- La création d'entreprise coloniales, agricoles ou industrielles de nature à contribuer au développement économique de la région minière du Katanga, etnotamment les entreprises de routes, chemins de fer, et tous autres voies et moyens de communication et de transport ; la participation à des entreprises de cette nature.

A P P O R T S :

C.S.K. et Tanganyka Concessions Ltd
apportent droits miniers, études etc...
en rémunération de quoi ils reçoivent 100.000 actions de dividende sans désignation de valeur (60.000 pour le Comité, 40.000 pour le Tang. Concessions Ltd).

Les 100.000 actions de capital sont souscrites par (//)

La Société Générale de Belgique : 50.000
La Tanganyka Concessions Ltd : 50.000

(//) Souscription initiale - le capital ayant été augmenté les 10 mai 1912, 13 juillet 1914, 4 novembre 1920, 22 décembre 1921, 23 février 1925, 26 septembre 1927..... - je ne connais pas le nom des souscripteurs - 10 décembre 1946 - 4 décembre 1947 - 30 octobre 1952 - 22 novembre 1956.

./...

Distribution des bénéfices :

- 1) 5% pour un fonds de réserve (jusqu'à ce qu'il ait atteint 10% du capital social)
- 2) 4% aux membres du Conseil d'administration et collège des Commissaires.
- 3) le surplus : 50% aux actions de capital et 50% aux actions de dividende.

A partir de 1927 : le bénéfice est réparti comme suit :

- 1) 5% pour fonds de réserve (jusqu'à 10% du cap. social).
- 2) somme nécessaire pour servir aux actions privilégiées non encore remboursées, en intérêt de 6%
- 3) le surplus : 3% : Conseil d'administration et Collège des Commissaires
2% : fonds spécial pour le personnel
solde: 75% actions de capital et de dividende et
25% actions privilégiées.

MODIFICATIONS STATUTS (B.O. - Annexe - 1937 - p.316)

Le capital social, fixé à trois cent millions de francs, est représenté par un million deux cent quarante-deux mille parts sociales sans mention de valeur nominale, donnant droit chacune à 1/1.242.000^{ème} de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

A p p o r t s.

C.S.K. et la Tanganyika Ltd.
apportent droits miniers, études etc...
En rémunération de cet apport, les apporteurs ont reçu et réparti entre eux, suivant leurs convenances ou conventions particulières, deux cent soixante-quatre mille actions de dividende transformées depuis lors, titre pour titre, en parts sociales. Il est remis au C.S.K. un certificat nominatif donnant droit à quatre cent quatorze mille voix dans les assemblées générales, dont une partie est transférée à la Tanganyika Ltd, suivant leurs conventions particulières.

Le transfert du certificat appartenant au C.S.K. se fait de plein droit, à raison de deux tiers à la Colonie du Congo Belge et d'un tiers à la Cie du Katanga.

Inventaires - Bilans.

Parmi les frais généraux d'un exercice social, il est compris une redevance due au C.S.K.

- - - - -

lère partie : LE CAPITAL ET LES ACTIONNAIRES DU C.N.Ki.

A) Qui constitue le C.N.Ki. - SOBAKI ?

Il n'a pas été possible de trouver la liste des associés primitifs du C.N.Ki.

Les parts constitutives ayant été de 500.000 frs pièce, les associés primitifs devaient disposer de moyens financiers puissants et ne devaient pas être de petits épargnants.

La majeure partie des parts primitives de 1928 a changé de mains. Nous attirons ici l'attention sur un fait anormal : l'admission en bourse et les transactions portant les organismes parastataux et assimilés, le C.N.Ki. semble avoir été le seul à faire négocier ses actions en bourse et ce fait en dit long sur le caractère d'entreprise d'exploitation que le C.N.Ki a pris depuis la réorganisation de 1934.

Il est probable que l'introduction en 1948 de parts divisées en vingtièmes et la transformation de toutes les parts anciennes en parts sociales nouvelles d'une valeur aussi faible que 2.150 frs faisaient partie d'une même entreprise de spéculation. Nous croyons que beaucoup d'associés ont vendu leurs parts au cours des années 50. Une idée de l'importance des opérations peut être obtenue par examen du poste "taxe sur cotation des titres" qui doit se trouver dans la comptabilité détaillée du C.N.Ki.

La situation à la veille du 30 juin est donnée par les listes des présences aux assemblées générales des 14 juin et 21 juin 1960.

Sur un total de 50.000 parts sociales, étaient représentées :

- 15.343 parts le 14 juin 1960
- 19.618 parts le 21 juin 1960.

La répartition était la suivante :

- 4.500 au Congo Belge (Portefeuille de l'Etat).
- 4.125 à AUXILACS (donc C.F.L.)
- 3.500 à Congo-Kivu, société congolaise.
- 1.800 à C.C.C.I. " "
- 500 à SECLI " "
- 500 à Alimenta " belge
- 14.925 actions.
- 2.429 actions étaient représentées en lots de moins de 400 unités.

Nous y relevons : Banque Schatyen (300 actions)
Synkin (250 actions)
H.C.B. (250 actions)
Nombreux privés.

2.264 actions étaient entre les mains de filiales du C.N.Ki(),
soit 1.808 pour la S.A.A.K.
456 pour la SIMAK.

Note : Il est tout à fait anormal que des filiales possèdent une participation à l'entreprise-mère. La législation de plusieurs pays défend même ce procédé, qui enlève pratiquement la possibilité du contrôle des actionnaires sur la gestion.

L'anomalie est encore renforcée par le fait que la S.A.A.K. a été mise en liquidation le 30 juin 1958, mais continue néanmoins à se faire représenter deux ans plus tard.

Les 30.382 parts non représentées se trouvent presque certainement dispersées dans le public, entre les mains d'épargnants privés.

Les deux "scripts" mentionnés au P.V. de l'assemblée étaient l'expression des droits de l'Etat et du C.F.L.; l'article 17 de la convention du 25 mai, spécifiait qu'ils seraient annulés et détruits.

Conclusions.

- 1/- Le Congo possède dans son portefeuille 9 % des actions de Sobaki - C.N.Ki.
- 2/- Les associés primitifs semblent avoir vendu la grande majorité de leurs participations.
- 3/- Les actions de l'actuelle SOBAKI semblent être en majorité dispersées entre les mains de nombreux épargnants, qui se sont laissés prendre aux manoeuvres du président de l'organisme.
- 4/- Les anomalies signalées révèlent une situation qui peut couvrir des opérations louches. Une enquête plus poussée devrait être faite à ce sujet.
- 5/- L'attitude que le Gouvernement Congolais prendra à l'égard de la SOBAKI dépendra partiellement de la politique générale qu'il entend suivre à l'égard des capitaux et épargnants étrangers. Cette considération ne doit toutefois pas aboutir à une clémence envers les responsables d'une exploitation éhontée.

B) Le capital de C.N.Ki. - SOBAKI.

Les historiques du C.N.Ki. font état du montant important des capitaux engagés par les associés et des sacrifices qu'ils ont consentis aux débuts de l'organisme. L'étude détaillée montre que les affirmations du C.N.Ki. et de son président ne disent pas tous les faits, et que la partie de l'historique omise est la plus intéressante.

A l'intention du lecteur non au courant, nous donnons l'histoire complète des manipulations financières du capital du C.N.Ki.

- 1/- En 1928, était constitué un capital nominal de 100 millions, en 200 parts de 500.000 frs.

Par après, ce capital était porté à 200 millions en 400 parts de 500.000 frs.

Mais cela ne signifie pas que cette somme de 200 millions eût été réellement payée. La constitution d'un capital nominal n'est qu'un engagement des souscripteurs à verser cette somme de 200 millions à mesure des besoins. Cette façon de procéder est courante et normale, afin d'éviter l'immobilisation de sommes importantes. Dans le cas du C.N.Ki. il fut effectivement versé 50 % du capital, donc 250.000 frs. par part entière de 500.000.

- 2/- Le 22.12.1934, le capital nominal de 200 millions était réduit à 125 millions par exonération d'appel, (donc libération d'une partie de l'engagement), et les 400 parts de 500.000 frs. devenaient des parts de 312.500 Fr, libérées à concurrence de 250.000 Fr. Ceci n'est qu'une opération comptable et signifie que les associés étaient déliés de l'engagement de payer 187.500 Fr en plus.

- 3/- Le 16 décembre 1935, le capital était réduit de 125 à 100 millions par absorption de 25 millions de pertes. Ceci constituait une perte réelle, les associés abandonnant cette partie du capital réellement payé. Les 400 parts primitives représentaient donc chacune, à partir de 1935, un capital nominal de 250.000 Fr dont 187.500 payés et 62.500 restant dus. (187.000 Fr = 250.000 payés - 62.500 de pertes acceptées).

Ce sacrifice était compensé par une sensible réduction des charges et obligations.

- 4/- Le 3 novembre 1937, ce capital de 100 millions était encore réduit à 86 millions par une nouvelle exonération d'appel : (nouvelle opération purement comptable). Les 400 parts représentaient donc désormais un total de 215.000 F par part, dont 187.500 F effectivement payés et 27.500 F d'engagement à payer le solde.
- 5/- La somme de 11 millions qui restait à verser sur le capital a été payée en 2 fois : une partie le 16 octobre 1939 et le reste le 31 décembre 1947. Il n'a pas été possible de savoir les montants respectifs.

Ce qui est certain, c'est que le versement de 1947 n'a été effectué que pour permettre l'incorporation au capital de 21,5 millions de réserves (la loi ne permet cette opération que lorsque le capital a été entièrement libéré). Cette dernière opération de versement du solde du capital peut donc être qualifiée de "donner un mouton pour recevoir un vache".

- 6/- Le 1er janvier 1948, une somme de 21.500.000 F a été prélevée de la réserve spéciale qui avait été constituée entretemps et incorporée au capital, portant celui-ci de 86 à 107,5 millions de francs. Ce capital était donc désormais constitué par 400 parts entières, valant 215.000 frs pièce, entièrement payés et 2.000 vingtièmes de part, remises gratuitement aux porteurs de part, dans la proportion de 5 vingtièmes pour chaque part entière.

N.B. : Cette augmentation de capital par incorporation de réserves constitue en fait un cadeau de 21,5 millions fait aux associés; la réserve a été constituée avec des bénéfices non distribués, dont 6/10e auraient du revenir au Congo et au C.F.L. C'est donc au détriment de ces deux intéressés que les actionnaires ont été gratifiés. Les 6/10e des 21,5 millions non distribués représentent un total de 12,9 millions.

- 7/- Le 25 juin 1954, toutes les parts étaient divisées en centièmes et devenaient des parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 2.150 francs.

Conclusions.

Des manipulations décrites, on tire les deux conclusions suivantes :

- 1) Si le détenteur d'une part C.N.Ki. - Sobaki est encore un associé primitif, il a :

- a) payé 2.500 frs à la souscription en valeur de 1928.
 - b) supporté 625 frs de perte, en échange d'une diminution de charges futures.
 - c) payé 275 frs dont une partie en valeur 1939 et une partie en valeur 1948.
 - d) reçu en actions la contrevaletur de 537,50 frs en 1948, qu'il a pu revendre ou conserver.
- 2) Si le détenteur d'une part l'a achetée en bourse, il l'a fait à titre de placement, pour en retirer un bénéfice, au même titre qu'il aurait placé son argent dans une entreprise à caractère commercial avoué.

C) Le rendement du capital du C.N.Ki.

Nous n'avons pu disposer des documents donnant les chiffres antérieurs à 1940, ceci n'influence guère les conclusions, car les bénéfices d'avant 1940 s'il y en a eu devaient être modestes.

Tous les résultats financiers ont été recalculés, de manière à obtenir une présentation uniforme, exprimée par rapport aux parts sociales nouvelles de 2.150 frs. Ainsi le dividende pour 1950 était en fait de 14.027 frs par part entière et 701 frs 35 par vingtième de part ancienne et que nous l'exprimons par le dividende de 140 frs 27 attribué à une centième.

1940	
à	210,- frs pour les 7 années et attribution gratuite
1946	d'actions.
1947	97,27 F (les actions gratuites ne reçoivent rien).
1948	120,35 F (les actions gratuites également).
1949	120,35 "
1950	140,27 "
1951	200,--
1952	200,--
1953	200,--
1954	220,--
1955	220,--
1956	230,--
1957	240,--
1958	275,--
1959	275,--

L'associé de 1928 qui aurait gardé sa part ancienne se serait trouvé à partir de 1954 avec 100 parts nouvelles et 25 parts reçues, soit 125 actions au total. Son investissement aura été de 250.000 frs en 1928, plus 27.500 frs en 1939 et 1947, soit un total de 277.500 frs avec des valeurs différentes du franc.

Il aurait reçu entre 1940 et 1959 un total de 335.650 francs de dividendes; entre 1928 et 1939 il aura perçu rien vu très peu.

Par rapport à un capital versé de 277.500 frs ceci représente un revenu annuel moyen en 20 ans de 16.722 frs 50 ou 6,05 %. Or 6 % est le revenu d'une obligation industrielle ordinaire et ce taux est à peine supérieur à celui des emprunts d'Etat.

Etendu aux 32 années de 1928 à 1959, le rendement moyen n'aura été que de l'ordre de 4 %. Si le fonctionnement du C.N.Ki avait été financé au moyen d'un emprunt obligatoire émis en 1928, les souscripteurs auraient reçu les intérêts suivants durant les 32 années de 1928 à 1959 :

1er cas : intérêt de 7 % sur 250.000 Fr : $7 \times 32 \times 2.500 = 560.000 \text{ Fr}$
2e cas : " de 6 % " 250.000 Fr : $6 \times 32 \times 2.500 = 480.000 \text{ Fr}$

ce à quoi il faut ajouter le remboursement du principal à l'échéance de l'emprunt, soit 250.000 Fr.

Ils auraient donc reçu un total de 810.000 ou 730.000 Fr selon le taux d'intérêt adopté, sans courir de risques autres que ceux découlant de l'érosion monétaire.

- b) L'associé qui aurait préféré vendre en bourse les parts divisées en centièmes aura réalisé une opération meilleure que celui qui les aurait gardées. Nous n'avons trouvé que les cours pratiqués au cours des années 1952 à 1960.

Nous rappelons la remarque faite plus haut au sujet du caractère anormal de l'admission et de la cotation en bourse des titres d'une association créée pour le développement et la gestion d'une partie du patrimoine de l'Etat.

Les cotations des titres du C.N.Ki. ont varié comme suit (par titre de valeur nominale de 215.000 frs jusqu'en 1953 et 2.150 Fr à partir de 1954) :

	Part entière.	20e de part.
1952	425.000 - 380.000 FB.	25.000 - 189.500 FB.
1953	556.000 - 486.000	28.550 - 25.500

Introduction de parts sociales nouvelles, résultant de la division des parts anciennes en 100 parts nouvelles; cette opération a visiblement été effectuée dans le but de faciliter la vente des titres, donc de spéculer.

1954	8.750	-	5.140
1955	8.750	-	6.650
1956	6.840	-	4.650
1957	6.180	-	3.860
1958	4.800	-	3.840
1959	4.695	-	3.100
1960	3.550	-	1.050 FB.

Pour avoir une idée de l'ordre de grandeur du bénéfice réalisé sur la vente des titres, nous adoptons l'hypothèse suivante : le propriétaire d'une part entière de 1928, donc en possession de 125 parts nouvelles, les vend par tranches au cours des années 1955 - 1956 - 1957 et ce aux prix moyen au cours de l'année.

Les prix de vente moyens admis seront donc :

1955	-	prix moyen de	7.500 F	pour	50	titres
1956	-	"	"	"	5.700 F	" 50 "
1957	-	"	"	"	5.000 F	" 25 "

Il aurait ainsi perçu : $(50 \times 7.500) + (25 \times 5.000)$
 $= 375.000 + 285.000 + 125.000 = 785.000$ F. Les intérêts perçus jusqu'à la vente totalisé 203.100 F.

L'opération aurait ainsi rapporté un total de 988.100 F (valeur 1928) et 27.500 F (valeur 1939 et 1947).

Ce revenu équivaut à l'ensemble des opérations suivantes :

- Intérêt de 6 % depuis 1928 sur un capital de 250.000 F, compte tenu de la vente échelonnée : 417.000 F.
- Intérêt de 6 % de 1940 à 1956 sur 25.000 F (chiffre approximatif que nous admettons faute du décompte des derniers versements) : 22.500 F.
- Récupération de $988.100 - 439.500 = 548.500$ F de principal. Ce montant est assez proche du capital initial de 250.000 F (valeur 1928) affecté du coefficient de réévaluation fiscal de 2,35, soit 587.500 F auquel il faut ajouter les 27.500 F de versements ultérieurs.

Conclusions.

- 1) La participation au C.N.Ki n'aura pas été une très bonne affaire pour l'associé primitif qui serait resté loyal à l'esprit primitif de l'association en gardant ses titres.
- 2) L'associé qui aura vendu sa participation durant les années de prospérité 1955 - 1957 aura perçu un intérêt de 6 % sur les capitaux et récupéré près de 90 % de la valeur réévaluée des capitaux investis.
- 3) L'argument toujours avancé par les dirigeants du C.N.Ki relatif aux lourdes pertes subies par les associés n'est valable que pour les associés ayant gardé leurs titres. Il est essentiel de savoir combien des anciens associés de 1928 sont encore présents; à juger d'après des assemblées de 1960, il n'y aurait que :

" Auxilacs " - " Congo-Kivu " - " C.C.C.I. " - " Secli " -
" Alimenta " - " F.E.C. " - " H.C.B. " - " Synkin " - Banque
" Schaetyen " - Mme Anspach qui soient des associés primitifs encore représentés, soit 11.475 parts sur 50.000.

D) La répartition des bénéfices du C.N.Ki.

Un tableau synthétique se trouve en annexe, exposant la destination des bénéfices déclarés et répartis au cours des années 1950 à 1958.

Le total des bénéfices affectés durant ces 9 exercices se monte à 266.413.532 Fr, auquel il faut ajouter le report à nouveau de 1959, soit 15.187.895 Fr. Ce total a été affecté comme suit :

1) Constitution de réserves du C.N.Ki (19,96 %)

- a) Le "Fonds de Prévision" a été alimenté à concurrence de 45 millions durant cette période, ce qui l'a porté à un total de 85 millions.

Ce "Fonds de Prévision" est donc aussi important que le capital lui-même à la veille de l'incorporation de réserve effectuée en 1948.

./...

- b) Le "Fonds de Réserve" a reçu un total de 8.168.177 Fr.
Le bilan au 31 décembre 1958 ne mentionne que 7.000.952 Fr.
mais la contradiction vient de ce que le versement afférent
à l'exercice 1958 ne paraît que dans le bilan à fin 1959.

Ces deux postes constituent un total de 53.168.177 Fr,
soit 19,957 % du total.

2) Fonds d'amortissement des dépenses anciennes (1 %).

Le poste "immobilisations d'intérêt public" de 34.808.599 Fr,
dont il a été question dans la discussion de l'indemnité de
125 millions, a été l'objet d'amortissements par prélèvements
sur les bénéfices et par amortissements financiers comptables
avant calcul du bénéfice. Sur les bénéfices des années 1950 à
1953, il a été prélevé à cette fin un montant de 2.610.359 Fr.

3) Fonds Social du Kivu (2,9 %)

Le "Fonds Social du Kivu" devait recevoir 5 % des bénéfices
restant après attribution d'un intérêt de 6 % au capital et
prélèvements au profit des fonds de prévision et de réserve,
les montants affectés au F.S.K. se montent à 7.759.764 Fr
(sur 266 millions) pour les exercices 1950 à 1958.

4) Part de l'Etat perçue directement (16,31 %).

L'Etat a perçu directement 3/7 du solde du bénéfice restant
après les affectations aux fonds, à l'intérêt de 6 % au
capital et au F.S.K. Ceci a représenté 43.447.569 Fr.

5) Part du C.F.L. (16,31 %).

Le C.F.L. a perçu les mêmes montants que l'Etat.

6) Les dividendes aux associés porteurs de parts (43,53 %).

Ceux-ci comportent un dividende fixe de 6 % et les 4/7 du
solde bénéficiaire cité plus haut.

- a) Les dividendes de 6 % payés aux associés ont totalisé
58.050.000 Fr au cours de ces 9 années.

On relève ici une anomalie.

L'article 28 des statuts du C.N.Ki. dit :

"1° Il sera prélevé, tout d'abord, la somme nécessaire
pour attribuer un dividende de 6% non récupérable,
au capital appelé et versé en espèces". (Décret du
7 mars 1938).

Les mots importants sont "capital appelé et versé en espèces". Or nous avons vu plus haut que le capital effectivement versé et compte tenu des pertes subies, s'élevait à 86 millions au 31 décembre 1947. Un dividende de 6 % sur 86 millions représente 5.160.000 Fr par an.

Le C.N.Ki. a calculé le premier dividende aux associés sur 107,5 millions, qui est le montant du capital versé, augmenté du montant de 21,5 millions prélevé sur les réserves et incorporé un capital en 1948.

Il en découle une différence annuelle de 6 % sur 107,5 - 86 Millions, soit 1.290.000 Fr au profit des porteurs de parts seuls.

- b) Le superdividende représentant 4/7 du dernier solde bénéficiaire à partager entre les associés, le C.F.L. et l'Etat.

Ce montant, qui était relativement faible au début de la période sous revue (2 millions en 1950), a augmenté rapidement pour atteindre 10.116.266 Fr en 1958. Ce superdividende a totalisé 57.930.014 Fr, presque égal au montant de 58.050.000 Fr du premier dividende.

Le total des dividendes bruts (avant impôts) perçus par les actionnaires durant ces 9 années, s'élève à 115.980.094 Fr. Les dividendes étant taxés, le total net perçu durant la période sous revue s'est élevé à 96.263.500 Fr.

E) La part de l'Etat dans les bénéfices du C.N.Ki.

Sur un total de 266 millions de francs de bénéfices affectés, la somme de 202.875.232 Fr a été perçue par l'Etat, le C.F.L. et les associés.

l'Etat y a perçu une part directe et une part indirecte. En effet, il a reçu :

- a) 43.447.569 francs de participation directe.
b) 18.030.738 francs de la part payée au C.F.L. par l'intermédiaire de la participation de l'Etat aux bénéfices de cette société.

c) 19.716.594 francs de taxe sur les dividendes payés au associés.

Le revenu total de l'Etat a donc été de 81.194.901 F sur un total de 203 millions, soit près de 40 %.

Nous arrivons ainsi à la conclusion que le principal bénéficiaire des activités du C.N.Ki. aura été l'Etat. Mais la forme sous laquelle la perception a été faite recèle un grave défaut.

En effet, cette perception s'est faite en tant que revenu du portefeuille et taxation de dividende. Les sommes sont entrées dans les comptes de recettes générales du pays et non sous forme de revenus locaux.

Toutes ces sommes, qui ont pris leur origine au Kivu, ont alimenté un budget général dont la province n'a vu revenir qu'une faible partie (environ 15%). Un organisme qui a été fondé pour assurer le développement économique du Kivu a abouti à faire sortir des dizaines de millions au profit d'autres régions.

Remarques : On voit d'après ce qui précède que tout le monde a été lésé par le fonctionnement du C.N.Ki., à part les spéculateurs et son haut personnel. En dépouillant les comptes publiés, on constate que le C.N.Ki n'a jamais fait figurer aux bilans les tantièmes de ces administrateurs. Il est certain que par exemple son président n'a pas travaillé gratuitement; dès lors les sommes payées doivent être dissimulées dans les rubriques des "dépenses de fonctionnement du domaine" et "dépenses d'exploitation des mines". Si les sommes en question n'ont pas été portées ouvertement aux bilans, la raison pourrait en être leur caractère élevé, ainsi que le prétendait la rumeur publique. Ceci est un point sur lequel les gestionnaires devraient s'expliquer par priorité.-

- - - - -

2ème partie - REPARTITION DES DIVIDENDES POUR C.N.Ki.

Ceux-ci comportent un dividende fixe de 6 % et les 4/7 du solde bénéficiaire cité plus haut.

- a) les dividendes de 6 % payés aux associés ont totalisé 28.050.000 francs au cours de ces 9 années.

On relève ici une anomalie.

L'article 28 des statuts du C.N.Ki dit :

" 1^{er}) il sera prélevé, tout d'abord, la somme nécessaire pour attribuer un dividende de 6 % non récupérable, au capital appelé et versé en espèce. " (Décret du 7 mars 1938).

Les mots importants sont : "capital appelé et versé en espèces".

Or nous avons vu plus haut que le capital effectivement versé et compte tenu des pertes subies, s'élevait à 86 millions au 31 décembre 1947. Un dividende de 6 % sur 86 millions représente 5.160.000 francs par an.

Le C.N.Ki a calculé le premier dividende aux associés sur 107,5 millions, qui est le montant du capital versé augmenté du montant de 21,5 millions prélevé sur les réserves et incorporé au capital en 1948.

Il en découle une différence annuelle de 6 % sur 107,5 - 86 millions, soit 1.290.000 francs au profit des porteurs de parts seuls.

- b) Le super-dividende représentant 4/7 du dernier solde bénéficiaire à partager entre les associés, le C.F.L. et l'Etat.

Ce montant, qui était relativement faible au début de la période sous revue (2 millions en 1950), a augmenté rapidement pour atteindre 10.116.266 francs en 1958. Ce super-dividende a totalisé 57.930.014 francs presque égal au montant de 58.050.000 francs du premier dividende.

Le total des dividendes bruts (avant impôts) perçus par les actionnaires durant ces 9 années, s'élève à 115.980.094 Fr. Les dividendes étant taxés, le total net perçu durant la période sous revue s'est élevé à 96.263.500 Fr.

c) La part de l'Etat dans les bénéfices du C.N.Ki.

Sur un total de 266 millions de francs de bénéfices effectués, la somme de 202.875.232 francs a été perçue par l'Etat, le C.F.L. et les associés.

L'Etat y a perçu une part directe et une part indirecte. En effet, il a reçu :

- a) 43.447.569 francs de participation directe ;
- b) 18.030.738 francs de la part payée au C.F.L. par l'intermédiaire de la participation de l'Etat aux bénéfices de cette société ;
- c) 19.716.594 francs de taxe sur les dividendes payés aux associés.

Le revenu total de l'Etat a donc été de 81.194.901 F sur un total de 203 millions, soit près de 40 %.

Nous arrivons ainsi à la conclusion que le principal bénéficiaire des activités au C.N.Ki aura été l'Etat. Mais la forme sous laquelle la perception a été faite recèle un grave défaut.

En effet, cette perception s'est faite en tant que revenu du portefeuille et taxation de dividende. Les sommes sont entrées dans les comptes de recettes générales du pays et non sous forme de revenus locaux.

Toutes ces sommes, qui ont pris leurs origine au Kivu ont alimenté un budget général dont la province n'a vu revenir qu'une faible partie (environ 15 %). Un organisme qui a été fondé pour assurer le développement économique du Kivu a abouti à faire sortir des dizaines de millions au profit d'autres régions.

Remarques :

On voit d'après ce qui précède que tout le monde a été lésé par le fonctionnement du C.N.Ki, à part les spéculateurs et son haut personnel. En dépouillant les comptes publics, on constate que le C.N.Ki n'a jamais fait figurer aux bilans les tantièmes de ses administrateurs, il est certain que par exemple son président n'a pas travaillé gratuitement; dès lors les sommes payées doivent être dissimulées dans les rubriques des "dépenses de fonctionnement du domaine" et "dépenses d'exploitation des mines". Si les sommes en question n'ont pas été portées ouvertement aux bilans, la raison pourrait en être leur caractère élevé, ainsi que le prétendait la rumeur publique. Ceci est un point sur lequel les gestionnaires devraient s'expliquer par priorité.--

CHAPITRE IV

M. G. L.

(Compagnie Minière des Grands Lacs Africains)

Société Congolaise à Responsabilité Limitée.

Statuts - A.R. 24/12/23 - BO 1924 annexe p. 41.

Apports : par le C.F.L. de ses droits exclusifs de recherches minières et droits à la concession d'exploitation en cas de découverte tels qu'ils résultent de la convention C.F.L. - Gouvernement du Congo du 9 nov. 1921.

Capital : 10 millions représentés par 10.000 actions de capital de 1.000 Fr.
Il est créé 5.000 parts de fondateurs
" " " 7.500 actions série B sans désignation de valeur représentant le tiers du nombre total des titres.

C.F.L. a droit de souscrire 20 % de toute augmentation de capital (elle ne peut céder ce droit qu'au Gouvernement).

Les 7.500 actions série B sont remises au C.F.L.

Les 10.000 " de capital sont souscrites par :

La Société Générale de Belgique :	100
La Banque d'Outremer	100
La Forminière	50
<u>La C.F.L.</u>	2.000
La Société auxiliaire Industrielle et Financière de la C.F.L.	7.000
Le Général Edmond Baron Empain	600
Emile Franqui	50
Firmin Van Brée	50
Félicien Cattier	50

Les 5.000 parts de fondateurs sont réparties entre les actionnaires à raison d'1 pour 2 actions de capital.

Le Gouvernement du Congo peut désigner 2 délégués au Conseil d'Administration qui auront droit de contrôle et de surveillance.

./...

Répartition du bénéfice.

- 1) 5 % pour réserves (facultatif à partir du moment où elles ont atteint 10% du capital)
- 2) Somme nécessaire pour servir un premier dividende de 7% du montant libéré du capital et pour servir aux actions série B la participation bénéficiaire prévue par le décret du 16 avril 1919 sur la législation minière du Katanga (c'est-à-dire 12% si les bénéfices n'excèdent pas 7% du capital; 20% de 7 à 10% du capital; 25 % de 10 à 15 % du capital, 40 % de 15 à 35 % du capital; 60 % quand plus de 35 %). Si M.G.L. exploite le diamant ou autres pierres précieuses, la participation bénéficiaire sera de 50 % des bénéfices d'exploitation y compris le superdividende dont question ci-dessous.
- 3) le reliquat :
 - 5 % au Conseil d'Administration et Commissaires
 - 5 % au Comité permanent de Direction
 - 5 % fonds spécial du personnel.
- 4) le solde constituera un superdividende qui après prélèvement des parts revenant aux actions série B est partagé par moitié entre les actions de capital et les parts de fondateurs.

Modifications des statuts - 17 juin 1925 - BO du 15/10/25 p. 567
(rien pour le capital) 20 avril 1927 - BO du 15/6/27 p. 409
(division des actions de capital en dixièmes et des parts de fondateur en centièmes). - 9 juillet 1927 - BO du 15/7 - 27 h. 580.

Augmentation du capital de 10 à 20 millions par création de 10.000 actions nouvelles de capital, divisées en dixièmes de 100 frs.
Création en outre de 5.000 actions série B attribuées au C.F.L.
Souscriptions des nouvelles actions de capital.

C.F.L. 20.000 coupures de 100 frs

La Sté Générale	{	80.000 coupures de 100 frs
La Banque d'Outremer		
La Banque Industrielle Belge		

à charge d'en offrir la rétrocession à certains actionnaires.

Donc en tout, le C.F.L. a : 12.500 actions série B
40.000 dixièmes d'action de capital.
Pour rappel, l'Etat a une forte participation dans le C.F.L.

C. N. Ki. (Comité National du Kivu)

Décrets des 13 janvier 1928 et 8 mai 1933.

- (Gouvernement du Congo
- (C. F. L.
- (Souscripteurs de parts

Les participations du Gouvernement et du C.F.L. sont représentées par un script sans désignation de valeur reconnaissant les droits spéciaux de ces 2 participants dans les votes, la répartition des bénéfices et la liquidation de l'avoir social.

Répartition des bénéfices

- 1) 6% au capital versé en espèces.
- 2) du solde, 5% pour fonds de réserve.
- 3) du solde, 5% pour fonds social du Kivu.
- 4) le solde : 3/10 au Congo
3/10 au C.F.L.
4/10 aux autres associés.

C. F. L.

(Compagnie des Chemins de fer du Congo
Supérieur aux grands lacs Africains)

Status - 4 janvier 1902 (BO de janvier 1902)
modifiés à plusieurs reprises.

Société Anonyme.

Actuellement le capital social est de 124.500.000 frs
représentés par :

300.000 actions de capital de 250 frs et
196.000 " " " " " "

Il est créé en outre :

300.000 actions de dividende sans désignation de valeur et
196.000 " " " " " " " "

Toutes les actions de dividende appartiennent au Gouvernement
congolais.

Répartition des bénéfices

1) Réserve

2) Amortissement

3) 4 % minimum aux actions de
capital (ces 4% sont garantis
par l'Etat).

4) Le surplus est partagé :

47 $\frac{1}{2}$ % aux actions de capital

47 $\frac{1}{2}$ % " " " dividende

5 % aux Conseil d'Administration, commissaires
et délégués du gouvernement.

Partage de l'avoir en cas de dissolution.

Après paiement des dettes, répartition dans la même proportion
qu'en 4. ci-dessus.

Observation - Importance des concessions ou redevances
accordées au C.F.L.

CHAPITRE V

COMPAGNIE FONCIERE DES GRANDS LACS
(C O F O L A C S)

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Kindu - Port Empain

Siège administratif : Bruxelles

Arrêté royal du 7 février 1956 (B.O. - Annexes - 1956 - p.376).

O B J E T :

La société a pour objet :

- exercer en lieu et place de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, les droits fonciers que cette société tient de ses conventions conclues avec le Gouvernement ;
- faire toutes opérations immobilières ;
- exercer les activités suivantes : exploitations forestières, exploitations agricoles, exploitations de carrières, de mines, de chutes d'eau, élevages, pêcheries et plus généralement, toutes activités basées sur l'exploitation des richesses de la nature ;
- faire, pour son compte ou pour compte des tiers, toutes constructions et travaux privés ou publics, fabriquer et vendre des matériaux de construction; créer et ou exploiter des entreprises hôtelières, touristiques ou d'utilité publique locale telles que distribution d'eau et d'électricité, transports et autres ;
- faire pour compte des tiers toutes opérations de gestion: recherche, achat, vente, échange, exploitation et entretien de biens meubles et immeubles; faire également toutes opérations d'agence et de représentation pour tous biens et produits rentrant dans le cadre de l'activité de la société, y compris les assurances ;
- faire toutes opérations de prêt sous toutes formes quelconques et notamment prêts purs et simples, par intervention, ouverture de crédit, garantis ou non par privilège, nantissement, gages, hypothèques ;

- faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières en relation avec les opérations énumérées ci-dessus.

La société pourra également s'intéresser par voie d'apport, cession, fusion totale ou partielle, souscriptions, participation ou par toute autre voie quelconque, dans toutes sociétés ou entreprises ayant un objet similaire au sien ou qui sont de nature à favoriser le développement de son objet social.

A P P O R T S.

La C.F.L. déclare faire apport à la société présentement constituée, qui accepte, des biens et droits suivants :

A/- Terres attribuées en pleine propriété

- a) les droits de choisir et d'acquérir en pleine propriété jusqu'à concurrence de 145.000 Ha. des terres situées dans les régions précisées par la convention du 24/11/1947 (B.O. - 1948 - p. 489) ;
- b) en exécution de la convention du 9/11/1921 (B.O. 1922 - p. 697), les superficies qui ont été cédées définitivement par le Gouvernement à concurrence d'un total de 41.548 Ha., ces terres, dont la contenance, dans la majorité des cas, n'a pu encore être fixée officiellement, comprennent notamment : un bloc dénommé Babatume - Umuyumu - Bongemba - Kabaga - Ubondo - Abakuasimbo - Mutschima - Kindu - Iko - Misabanga.
- c) terres demandées et déjà cédées par le Gouvernement en vertu de la convention du 24/11/1947; ces terres sont énumérées ci-après :

un bloc dénommé Luiko - Tuminga - Sanga - Lokwa - Maleke;
- d) terres demandées en vertu de la convention du 24/11/1947; le choix de ces terres a été agréé par le Gouvernement, conformément à l'article 3 de la convention du 9/11/1921; un bloc dénommé Mwana.

B/- Terrains acquis et enregistrés

- a) à Stanleyville (rive gauche) : quatre parcelles;
- b) à Kindu - Port Empain (rive gauche) : un terrain;
- c) à Kabalo : une parcelle ;
- d) à Albertville : treize parvelles;
- e) à Kalombo : un terrain ;
- f) à Mutambala (Moba) - un terrain.

./...

C/- Terrains acquis mais non encore enregistrés

- a) à Stanleyville (rive gauche) : douze parcelles ;
- b) à Kabalo : vingt-deux parcelles ;
- c) à Albertville : trente-six parcelles.

C A P I T A L

Le capital social est fixé à cent cinquante millions de francs congolais.

Il est divisé en cent cinquante mille parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un cent cinquante millième de l'avoir social.

En rémunération des apports ci-dessus effectués, il est attribué à la C.F.L., soixante mille parts sociales entièrement libérées.

Les nonantes mille parts sociales restantes sont souscrites contre espèces au prix de mille francs congolais, comme suit:

- 1^{re}/- Le Gouvernement de la République du Congo : quinze mille parts ;
- 2^{de}/- La société anonyme "Banque Industrielle Belge (ancienne Banque E.L.J. Empain) : septante quatre mille huit cents parts ;
- 3^{de}/- Monsieur le Baron Edouard Empain : cinquante parts ;
- 4^{de}/- Monsieur Jacques Gracia : cinquante parts ;
- 5^{de}/- Monsieur Maurice Lefrancq : cinquante parts ;
- 6^{de}/- Monsieur Fernand Tricot : cinquante parts.

ADMINISTRATION.

Le Gouvernement de la République du Congo aura le droit de nommer deux délégués auprès de la société. Ces délégués auront, sur les opérations de la société, tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et aux commissaires; ils seront notamment convoqués aux assemblées générales et à toutes les réunions du conseil d'administration et du collège des commissaires; ils y auront voix consultative. Ils recevront les procès-verbaux des séances et toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires.

Les frais de contrôle, dont le montant sera fixé d'accord avec le Ministre, seront mis à charge de la société.

REPARTITION DES BENEFICES

- 1^{er}/- 5 % au moins pour constituer un fonds de réserve jusqu'à ce que ce fonds ait atteint 10 % du capital social ;
- 2^{es}/- Du surplus, il est affecté un certain pourcentage à des fonds de réserve ;
- 3^{es}/- Le surplus est réparti à raison de 90 % aux parts sociales et 10 % aux membres du conseil d'administration.

DISSOLUTION - LIQUIDATION.

- 1^{er}/- Sauf en cas de fusion ou de transport contre titres, le produit net de la liquidation sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des parts sociales ;
- 2^{es}/- Si les parts sociales ne se trouvent pas toutes libérées dans une égale proportion, le ou les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, mettent les parts sociales sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.
- 3^{es}/- Le surplus disponible est réparti également entre toutes les parts sociales. -

- - - - -

CHAPITRE VI

S O M I K U B I

(Société Minière de la Nyamukubi)

Constitution - le 14 décembre 1955 - BO 1956 -
annexes p. 401 - Sté Congolaise par actions à responsabilité
limitée.

O B J E T :

La Société a pour objet :

- 1^{re}/ La mise en valeur des gisements contenus dans le polygone Nyamukubi, concédé par le permis d'exploitation n° 396, délivré le seize octobre mil neuf cent trente-neuf, à la Compagnie Minière des Grands Lacs et de ceux contenus dans le polygone Nyamukubi, concédé par le permis d'exploitation n° 92, délivré le quinze mai mil neuf cent cinquante deux au Comité National du Kivu.
- 2^{re}/ La recherche et l'exploitation de tout nouveau gisement non encore concédé à l'intérieur des polygones précités.
- 3^{re}/ En dehors des polygones précités et moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement, de la Compagnie des Chemins de Fer des Grands Lacs et du Comité National du Kivu - la recherche et l'exploitation, pour son propre compte ou pour compte des tiers, de gisements contenant les mêmes substances que celles contenues dans les polygones mentionnés au 1^{re}/.
- 4^{re}/ Le traitement mécanique et métallurgique des substances minérales à provenir desdits gisements.
- 5^{re}/ La vente de ces substances, tant à l'état brut qu'après traitement.
- 6^{re}/ Toutes opérations accessoires aux travaux énumérés ci-dessus.

La Société peut notamment dans les limites de la législation minière :

- a) étudier et éventuellement construire et exploiter toutes voies de communication terrestre, fluviale et autres,

./...

organiser de toute manière toutes opérations ou entreprises de transports pour autant qu'elles servent principalement à lui faciliter ses approvisionnements et l'écoulement de ses produits; faire toutes opérations relatives à la métallurgie, à la chimie industrielle, à l'exploitation forestière et à l'utilisation des forces mécaniques, hydrauliques et électriques dont elle pourrait disposer, pour autant que ces opérations soient nécessaires ou contribuent à la réalisation de l'objet social ;

- b) moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement, de la Compagnie des Chemins de Fer des Grands Lacs et du Comité National du Kivu, faire toutes opérations commerciales, industrielles, foncières, agricoles, minières et financières de nature à favoriser son objet principal ; s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toute société ou entreprise congolaise, belge ou étrangère, existante ou à créer, dont l'objet, soit directement, soit indirectement, serait similaire, analogue ou connexe au sien et dont le concours serait utile pour lui procurer un avantage quelconque au point de vue de la réalisation de son objet social ou de l'écoulement de ses produits ;
- c) la société peut - moyennant l'autorisation du Gouvernement, de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et du Comité National du Kivu - constituer des filiales ayant pour objet la recherche et l'exploitation de mines dans la République du Congo et le Ruanda-Urundi et, moyennant la même autorisation, prendre des intérêts dans les sociétés minières travaillant à la République du Congo et dans le Ruanda-Urundi.

C.N.Ki.

M.G.L.

Sté Générale des Minerais (établie à Bruxelles)

Léon Helbig de Balzac

Albert Besonhe

Maurice Lefranc

François Debroux

Capital - 6.000.000 divisé en 6.000 parts sociales de 1.000 frs.

A P P O R T S

de M.G.L. - Permis d'exploitation de la mine Nyamukubi
(plomb - argent - cuivre - octroyé à MGL par
A.R. du 22 mai 1928).

de C.N.Ki. - Permis d'exploitation n° 92 du polygone
Nyamukubi (or - argent - plomb - zinc -
amiante - arsetric - fer et manganèse).

En rémunération des apports (P.E.)

M.G.L. reçoit 500 parts sociales (libérées)

C.N.Ki. " 500 parts sociales (libérées)

Le restant est souscrit :

C.N.Ki.	2.198 parts
M.G.L.	2.198 parts
Sté Gén. des Minerais	600 parts
Helbig	1 part
Besonhe	1 part
Lefranc	1 part
Debroux	1 part

Pour les augmentations de capital, C.F.L. et C.N.Ki. ont
chacun un droit de souscription de 20%.

Répartition des bénéfices :

- a) 5% pour fonds de réserve
5% fonds spécial pour personnel
- b) Sur le restant : il est attribué
 - 1) au C.F.L. et au C.N.Ki. la redevance prévue par l'art.76
du décret minier.
 - 2) 10% au conseil d'administration, comité de direction,
etc...
- c) Le surplus est réparti entre les parts sociales.

- Le 30 juin 1958 (BQ.58, annexe p. 2319)

Le Capital porté à 9 millions par la création de 3.000
parts sociales souscrites par :

C.N.Ki. 1350

C.F.L. 1350

Sté Générale des Minerais 300.

- - - - -

CHAPITRE VII

S Y M É T A I N

(Statuts - AR du 2/3/1932 - BO 1932 - annexe, p.192)

Société Congolaise par Actions à Responsabilité Limitée.

Actes de Symétain :

- I^{er}) Exploitation des gisements miniers, (sauf les diamants et les pierres précieuses).
Etude, recherche et exploitation des gisements miniers se rapportant aux permis que lui délivreraient la "Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" ou aux conventions spéciales qu'elle concluerait avec cette dernière.
- II^{er}) Traitement mécanique et métallurgique des substances minérales à provenir des dits gisements.
- III^{er}) Vente de ces substances tant à l'état brut qu'après traitement.
- IV^{er}) Toutes opérations accessoires aux 1^{er}, 2^{er} et 3^{er} ci-dessus.

Dans les limites de la législation minière, peut :

- a) étudier, éventuellement construire et exploiter toutes voies de communication terrestre, fluviale et autres; organiser les opérations d'entreprises de transport de toutes manières pour faciliter ses approvisionnements et l'écoulement de ses produits; de même pour les opérations relatives à la métallurgie, à la chimie industrielle, à l'exploitation forestière et à l'utilisation de ses forces mécaniques, hydrauliques ou électriques dont elle disposerait.
- b) avec l'autorisation préalable et écrite de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, s'intéresser par voie d'apports, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou des sociétés ou entreprises congolaise, belge ou étrangères, existantes ou à créer, dont l'objet, soit directement, soit indirectement, serait similaire, analogue ou connexe au sein ou dont le concours serait utile pour lui faciliter la réalisation de son objet social ou de l'écoulement de ses produits.

./...

- c) De cette même autorisation, faire toutes opérations commerciales, industrielles, foncières, agricoles, minières ou financières, de nature à favoriser son objet principal.

A P P O R T S

"Symaf" syndicat minier africain, cède et transporte à la société.

- A) tous droits, bénéfices, avantages, obligations et charges quelconques conformément à l'article 62 du décret minier de 16 avril 1919, des permis d'exploitation portant sur des polygones inclus ou à inclure dans les cercles situés dans les territoires de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.
- B) tous rapports, études, plans, travaux d'exploration, de prospection, d'aménagement, de matériel et outillage, les contrats en cours, les droits et obligations relatifs aux engagements du personnel employé sur les concessions apportées.
- C) tout le matériel et outillages affectés ou destinés par le Symaf aux travaux de prospection et de mise en valeur des gisements situés dans le territoire des cercles dont il est question ci-dessus.

A dater du 25 janvier 1932, le Symétain a repris à sa charge toutes les dépenses exposées ou à exposer dans les cercles où peuvent s'exercer ses droits en vertu des apports consentis ci-dessus par le Symaf.

CONSTITUTION.

Société constituée devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles. Les comparants dont notamment le Symaf, ont requis le notaire soussigné de dresser par les présentes, sous réserve de l'autorisation royale prévue par le décret du 27 février 1887, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois et décrets en vigueur.

Capital social : 12 millions de francs, représenté par 24 mille actions de cinq cents francs chacune.
A partir du 25 janvier 1932, le Symétain a repris à sa charge toutes les dépenses exposées

ou à exposer dans les cercles où peuvent s'exercer ses droits en vertu des apports consentis par le Symaf.
Le Capital social pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'Assemblée Générale.

ACTIONS

Elles sont réparties comme suit :

Simaf : 14.150

Divers souscripteurs : 9.850

ADMINISTRATION.

La Société est administrée par un Conseil composé de 3 membres au moins, nommés parmi ou en dehors des actionnaires par l'Assemblée Générale et toujours révocable par elle. Les 3/4 des membres doivent être de nationalité belge. La Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains doit fournir un délégué qui assisterait aux assemblées et réunions et aura voix consultative; il recevra toutes les communications et copies procès-verbaux adressées aux administrateurs ou aux Commissaires. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société, pour accomplir toutes les opérations relatives à son objet et pour la représenter vis-à-vis de tiers, ainsi que des autorités et des diverses juridictions.

REPARTITION DES BENEFICES

Après déduction des charges sociales, des amortissements et des prévisions à déterminer par le Conseil d'administration le bénéfice net sera réparti ci-après :

- 5% au fonds de réserve social; lorsque ce fonds atteindra 10% du montant du capital, ce prélèvement n'est plus obligatoire ;
- 10% au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires ;
- La participation de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains est calculée en raison du pacte social, sur la recherche et l'exploitation des substances minérales ;
- 5% au Fonds de prévoyance, disposé par le Conseil d'administration en faveur de ses membres ;
- Le solde est réparti entre les actions.

CHAPITRE VIII

FORMINIERE

(Sté Internationale Forestière et Minière du Congo)

Décret du 6 novembre 1906 - BO 1906 p. 498 et suit ...

Société à responsabilité limitée.

Art. 2. : En considération des avantages attribués à l'Etat par les statuts, ladite société sera exonérée du paiement de toutes taxes de redevances minières.

O B J E T :

La société a pour objet :

- 1^{re}/ La recherche de gisements miniers, les études et l'exécution de tous les travaux d'exploration et d'exploitation, l'obtention, l'achat, la location, l'affermage, la cession de concessions minières dans la République du Congo et les autres pays africains; l'achat, la vente et généralement le commerce de toutes richesses minières, soit à l'état brut, soit après les avoir mises en oeuvre ; l'établissement de toutes usines pour l'extraction, le traitement et la purification des minerais, le travail des métaux, l'exploitation de leurs dérivés ;
- 2^{de}/ La mise en valeur des autres produits des terrains et concessions qu'elle possèdera; l'achat, la vente, la prise ou remise à bail des forêts, des terres et friches, leur exploitation, la revente du fond et de la superficie, la culture, le reboisement, le dessèchement ou l'irrigation; l'entreprise, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, soit en participation de tous travaux d'amélioration du sol, notamment par drainages, endiguements et défrichements; la fabrication et le commerce des engrais, la transformation des produits agricoles; l'acquisition ou la location des ustensiles, outils, machines et autres meubles nécessaires ou utiles pour réaliser le but indiqué.

Elle peut :

- 3^{de}/ Etudier et éventuellement construire et exploiter toutes voies de communication terrestres, fluviales ou maritimes; organiser, de toutes opérations ou entreprises de

./...

transports qui seraient de nature à lui faciliter ses approvisionnements et l'écoulement de ses produits; faire toutes opérations relatives à l'utilisation de la force mécanique ou électrique dont elle pourrait disposer;

4^e/ S'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière, ou autrement, dans toutes les sociétés ou entreprises existantes ou à créer, dont l'objet serait analogue ou connexe ou qui serait de nature à lui faciliter l'utilisation de ses propriétés et de leurs produits; faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières ou agricoles se rattachant directement ou indirectement à l'un ou l'autre branche de son objet;

5^e/ Gérer des terres en Afrique et se charger d'exploitations pour compte de tiers.

A P P O R T S

Le Congo, conformément au décret du 3 juin 1906, article 5, et la Fondation de la Couronne de l'Etat Indépendant du Congo font apport à la société des avantages suivants :

- a/- droit de faire des recherches minières pour une période de 6 ans ;
- b/- en cas de découverte de mines la société aura droit à la concession pendant un terme de 99 années ;
- c/- droit de choisir dans l'étendue du domaine de la Fondation de la Couronne cinq blocs de terres vagues de 100,000 ha chacun, pour l'établissement de forêts en dehors de toutes les forêts actuels, ainsi que 200,000 hectares de terres vagues pour cultures diverses.

Elle pourra les exploiter pendant une période de 99 années, sous la condition d'observer dans les forêts à créer dans les cinq blocs de 100,000 hectares les règles des révolutions successives et des replantations perpétuelles des parties exploitées.

- d/- droit de choisir parmi les terres domaniales situées au nord du 5^{ème} parallèle sud dans la région indiquée par une teinte grise sur la carte ci-annexée, trois blocs de 100,000 hectares de terres vagues pour l'établissement de forêts en dehors de toutes les forêts actuelles et 100,000 hectares de terres vagues pour cultures diverses.

Ces terres qui seront choisies d'accord avec les autorités compétentes et sous réserve de tous droits des indigènes et des tiers, pourront être exploitées pendant un terme de 99 années sous les conditions d'observer dans les forêts à créer les règles des révolutions successives et des replantations perpétuelles des parties exploitées.

Capital (initial) 3.500.000 frs représenté par 7.000 actions de 500 frs. En outre, 7.000 actions de dividende sans désignation de valeur.

Il est attribué (en compensation des apports)

2.500 actions de capital libérées)	à l'Etat
2.500 actions de dividende)	
1.000 actions de capital libérées)	à la Fondation de la
1.000 actions de dividende)	Couronne.

Les 3.500 actions restantes sont souscrites par diverses personnes.

A chaque augmentation de capital, il sera attribué à l'Etat et à la Fondation de la Couronne (dans la même proportion que ci-dessus) un nombre d'actions de capital libérées et d'actions de dividende formant la moitié de la souscription.

Répartition du bénéfice

- 1) 5% pour un fonds de réserve
- 2) intérêt de 6% pour les actions de capital.
- 3) 10% aux administrateurs et commissaires.
- 4) le restant est distribué sans distinction entre les actions de capital et les actions de dividende.

Augmentation de capital

15 mai 1922 (B.O. - 1912 - p. 936)

1er octobre 1919 (B.O. - 1919 - p. 1044)

13 décembre 1949 (B.O. Annexe - 1950 - p. 481).

- - - - -

EN 1 E P R I S E S M I N I E R E S

<u>DESIGNATION.</u>	<u>ADRESSE AU CONGO.</u>	<u>ADRESSE EN BELGIQUE.</u>	
Société COLOMBINE	KULE-KATUNDU par Bondo - province Orientale.	2, rue Montagne du Parc - Bruxelles	
Société des Mines d'Or de KILO-MOTO	KILOMINES - Prov. Orientale	1, Place du Luxembourg - Bruxelles	
Société Minière de l'ARUWIMI-ITURI(S.M.A.I.)	BAYENGA - Prov. Orientale	42, rue Royale - Bruxelles	
Société Minière du NEPOKO (MINEKO)	BAYENGA - Prov. Orientale	-"-	-"-
Société Forestière et Minière du Congo (TELE)	BAYENGA - Prov. Orientale	-"-	-"-
Compagnie Minière du Congo Belge (MINCOBEL)	KULE-MATUNDU par Bondo - Province Orientale	2, rue Montagne du Parc - Bruxelles	
Société Minière du Congo Septentrional (SOMINOR)	BUZA-BONDO - Prov. Orientale	41, rue Jeux STAS - Bruxelles	
Compagnie Minière des Grands Lacs Africains	B U K A V U	Avenue de l'ASTRONOMIE - Bruxelles	
Société Belgo-Africain du Kivu	B.P. 93 à Bukavu		
Madame BRACO	B.P. 6 à Kindu		
Société Minière de la BELGIKA(BELGIKA-MINES)	B.P. 2.371 à Bukavu	91, rue de l'Enseignement - Bruxelles	
Société des Mines d'Or et d'Etain de Kindu(KINORETAIN)	B.P. 2.371 à Bukavu	-"-	-"-
Société Minière de Lualaba (MILUBA)	B.P. 2.371 à Bukavu	-"-	-"-
Société Minière de l'UREGA (MINERGA)	B.P. 2.371 à Bukavu	-"-	-"-

<u>DESIGNATION.</u>	<u>ADRESSE AU CONGO.</u>	<u>ADRESSE EN BELGIQUE.</u>
Société Minière COLOLACS	Amasungu - LUBUTU - Maniema	2, rue Montagne du Parc - Bruxelles
Société C O B E L M I N	B.P. 2.571 à Bukavu	91, rue de l'Enseignement, Bruxelles
Société S Y M E T A I N	KALIMA (par Kindu) KIVU	112, rue de la Science - Bruxelles
Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges (GEOMINES)	Manono - Katanga	4, rue de la Science - Bruxelles
Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga (SERMIKAT)	MITWABA - KATANGA	
Société Minière de LUEBO	BAKWANGA - KASAI	42, rue Royale - Bruxelles
Société Minière du KASAI	TSHIKAPA - KASAI	-"- -"
Société Minière de la LUETA	TSHIKAPA - KASAI	-"- -"
Société Minière du BECEKA (MIBEKA)	BAKWANGA - KASAI	-"- -"
Société Forestière et Minière du Congo (TSHIKAPA)	TSHIKAPA - KASAI	-"- -"
Union Minière du Haut-Katanga	ELISABETHVILLE	Rue Montagne du Parc - Bruxelles
Société BECEKA Manganèse	KISENGE - DIVUMA par TENKE- KATANGA	46, rue Royale - Bruxelles
Société des Recherches Minières du Sud du Katanga (SUDKAT)	ELISABETHVILLE	
Société des Charbonnages de la Luéna	ELISABETHVILLE	10, rue Brédevord - Bruxelles

DESIGNATION.

ADRESSE AU CONGO.

ADRESSE EN BELGIQUE.

Société des Charbonnages de
la LUKUGA

ALBERTVILLE

Exploitation des Salines au
Katanga

NGUBA - KATANGA

Exploitation des roches
bitumineuses au Bas-Congo
(SOBIASCO)

MAVUMA - par BOMA

42, rue Royale - Bruxelles

Société BAUXICONGO

B.P. 3.015 à Léopoldville

42, rue Royale - Bruxelles

Société SOLICO - CONGULF

B O M A

Société SOCOREP

B.P. 8 à MOANDA (R.C.)
Bas-Congo

Société SOMILU

GOMA - KIVU

Société SOMIKUBI

GOMA - KIVU